

<http://www.econospheres.domainepublic.net/L-austerite-une-profonde-atteinte>



L'austérité...une profonde atteinte à la démocratie

- Archives Textes -

Date de mise en ligne : vendredi 29 octobre 2010

Copyright © Econosphères - Tous droits réservés

La spéculation financière sur la dette publique grecque a enclenché un regain de mesures politiques dans une série de pays de l'Union européenne qui au nom de l'austérité se sont directement attaqués à leur fonction publique : réduction des dépenses publiques et réduction du salaire des fonctionnaires.

Le point d'orgue récent de cette campagne politique fut l'annonce d'un plan d'austérité drastique appliqué contre la fonction publique anglaise par le Premier ministre de ce pays. Un tel effort imposé à la population n'avait pas eu d'équivalent depuis la période de reconstruction de l'après-guerre, selon des journalistes. Mais qui dans les médias a posé les questions qui s'imposent ?

Quelle est la guerre qui oblige les gouvernements à soumettre leur population à des « régimes d'exception » ? Après 30 ans déjà de politiques d'austérité contre les structures publiques, jusqu'où les gouvernements vont-ils aller ? Des gouvernements réduits à 5 ministères (Intérieur, Défense, Justice, Commerce et Relations extérieures) ?

Cette austérité est planifiée depuis deux décennies à l'échelon de l'Union européenne par nos gouvernants réunis en conseil. Ainsi, en juin dernier, le Conseil européen décidait, 19 ans après Maastricht et 13 ans après Amsterdam, d'affiner encore les mécanismes d'obligation réciproque de l'austérité en inventant un « semestre européen », mécanisme qui oblige les gouvernements à présenter au Conseil européen de printemps leur projet de budget avant que les parlements nationaux n'aient eu un mot à dire !

Un autre élément remarquable de ce régime d'exception est le poids accordé au FMI et à la Banque mondiale dans les politiques publiques des États de l'Union. Un cas particulièrement intéressant est celui de la Roumanie. Le FMI veut y imposer une durée hebdomadaire de travail de 60 heures, au lieu des 40 heures actuelles. Or le régime légal de l'Union européenne, donc de la Roumanie, fixe une durée de 48 heures maximum, y inclus les heures supplémentaires. Un ballon d'essai ? Avant que cela ne devienne une référence pour toute l'Union européenne ? Les États ont transféré leur souveraineté économique à l'UE et l'UE, à qui au juste ?

Cette nouvelle gouvernance européenne et mondiale est en guerre contre la culture politique démocratique et sociale â€” du moins ce qu'il en reste â€” qui en Europe occidentale dans les 30 années qui suivirent 1945 avait créé, peu à peu, des mécanismes de finances publiques de socialisation de la richesse produite par le travail. Une richesse mise au service du financement de la Sécurité sociale et de nécessaires structures de services et d'entreprises publics. Le développement de la cotisation sociale, de l'indexation des salaires (non tronquée comme c'est le cas aujourd'hui) et une forte imposition directe sur les revenus de type distributif (écumage des tranches de revenus supérieurs) couplée avec une culture de la redistribution salariale par la négociation collective (gains de productivité dirigés vers le salaire) représentaient, à côté du crédit et de l'épargne publics, des dispositifs financiers mettant une économie moderne au service de la population...mais qui réduisaient fortement la rente financière et en démontraient même l'inutilité ou la nuisance. La Bourse était alors identifiée à une institution vieillotte et son rôle réduit au minimum.

Le régime d'exception que les gouvernants imposent à leur population, participe d'un credo néo-libéral où les entreprises seraient l'instance de création de la richesse et les travailleurs, du capital humain passant de job en job, déqualifié. Le moteur économique du néo-libéralisme n'est ni l'innovation, ni l'efficacité mais l'exacerbation des écarts de richesse. C'est pourquoi d'après ce credo il faut appauvrir tant l'Etat que les salariés pour rediriger la richesse vers les actionnaires majoritaires, soit des rentiers. Les Français qui manifestent courageusement dans les rues depuis des semaines connaissent l'enjeu de la révolte : réduire les droits de retraite participe de la même régression

L'austérité...une profonde atteinte à la démocratie

éhontée que la réduction des dépenses publiques à l'heure où globalement l'humanité n'a jamais produit autant de richesse. L'Europe croule sous la richesse et en plus nous pouvons en créer ! N'oublions pas que les gouvernants au sein de l'UE en automne 2008 ont créé de la monnaie pour sauver des banques pour l'équivalent de 16,5% du PIB européen. Soit 7 fois plus que toute la richesse produite en un an en Belgique, 24 fois le montant actuel des dépenses belges en matière de sécurité sociale ! Et on nous dit que la retraite à 60 ans n'est plus finançable ! Il n'y a pas d'incapacité technique, le choix est politique : l'égalité par le progrès social ou l'inégalité par le soutien au revenu des rentiers.

La démocratie est en grave danger car le mépris des gouvernants pour les conditions d'existence d'une part de plus en plus grande de la population, écrasée par 30 ans d'austérité, est de plus en plus manifeste.

Post-scriptum :

Paru dans le face-à face de la Libre Belgique du jeudi 28 octobre 2010, p. 54, sous le titre général de « La rigueur est-elle vraiment de rigueur ? ».